

LE DÉFI DE RADIO-QUÉBEC

par Luc Martin

directeur de la planification, Radio-Québec

La politique de Radio-Québec ne peut se concevoir en dehors du contexte social québécois, de ses dynamismes comme de ses problèmes. Il est certain également que les orientations de Radio-Québec doivent s'inscrire dans le cadre général défini par les politiques d'éducation et de communication et s'insérer de manière à la fois complémentaire et nouvelle dans les champs de travail identifiés par ces deux secteurs. Ces politiques générales d'éducation et de communication sont elles-mêmes en constante évolution, mais il ne fait pas de doute qu'elles représentent et représenteront des contributions déterminantes dans la fabrication du Québec de l'avenir.

L'intention de Radio-Québec, dans la planification de son développement, ne peut être de laisser croire que les moindres détails de son implantation et de sa programmation seraient arrêtés. Pour une instance de communication comme la télévision, ce serait une erreur que de se fermer en bas âge à tous les résultats que peut produire la symbiose avec le milieu. Celui-ci, particulièrement au Québec, est en mouvance rapide, il est traversé par des changements nombreux et relativement récents ; il se caractérise par des mouvements de divers types et l'identification par eux de nouvelles exigences. Dans la foulée de ces transformations, plu-

sieurs habitudes de pensée sont remises en cause, qu'elles concernent le travail, la culture, l'éducation, etc. Radio-Québec est au milieu de tout cela et ne peut qu'inscrire son développement dans les lignes ouvertes par ce changement lui-même.

Plusieurs des attentes qui s'expriment d'ailleurs à propos de ce que doit être Radio-Québec traduisent la simultanéité de nouvelles préoccupations. On demande à Radio-Québec de renouveler la communication, de renouveler la télévision et s'y superpose bien souvent le souhait de lui voir renouveler aussi l'éducation. Organisme jeune, Radio-Québec est aussi l'objet de ces attentes qui s'adressent également à d'autres types d'institutions, comme l'école par exemple. Elles appellent des initiatives qui ne pourront toutes être réalisées d'un coup sec. Radio-Québec y est pourtant très sensible, dans la mesure même où il est de son mandat de faire écho à ces préoccupations nouvelles pour l'éducation permanente, par exemple, pour la participation, etc. Il faut rappeler cependant qu'à côté d'initiatives à prendre en toute ouverture aux dynamismes mêmes du milieu, l'Office de radio-télévision du Québec a déjà pris des initiatives. C'est le portrait de celles-ci et des pistes de recherche en cours qui est sommairement esquissé ici.

Radio-Québec a un projet éducatif

Radio-Québec a un mandat éducatif. Il faudrait une joyeuse audace pour prétendre qu'en plusieurs de leurs productions télédiffusées, d'autres réseaux, comme celui de Radio-Canada, ne sont pas éducatifs. En d'autres termes, cette notion d'éducation est complexe mais il reste qu'une différence essentielle entre l'éventuel réseau de Radio-Québec et celui de Radio-Canada, repose sur le fait que Radio-Québec sera exclusivement éducatif dans sa programmation, ce qui n'est pas le cas de Radio-Canada.

Radio-Québec n'interprète pas son mandat comme étant de donner une simple extension, grâce à sa technologie, à des contenus et à des activités éducatifs correspondant à ce que produit déjà le système scolaire. Radio-Québec pourra véhiculer de tels contenus et donner audience à de telles activités. Le caractère éducatif de ces contenus et de ces activités est lui-même changeant, il fait l'objet de remises en question constantes. Dans la conjoncture actuelle, le système scolaire retient une certaine conception de ce qui est éducatif. Radio-Québec en prend acte, mais n'y limite pas son mandat.

Fondamentalement, sa politique vise à produire et à exposer des contenus autres, liés à la nature du médium qui est le sien ainsi qu'à l'importance numérique et à la structure de son auditoire. À cet égard, si l'école élémentaire peut aspirer à être plus proche de la communauté qu'elle dessert, si le cégep peut être appelé à développer des préoccupations pour des problèmes sous-régionaux ou régionaux, et de même pour les universités, la télévision de Radio-Québec institue, elle, une communication à l'échelle de l'ensemble du Québec, capable de se centrer sur des préoccupations régionales, capable de saisir les auditoires de toutes les régions des préoccupations et problèmes de l'une d'entre elles, capable aussi de projeter pour tous des images de ce qui est commun à l'ensemble des Québécois, ou qui devrait l'être.

Après avoir diffusé exclusivement au moyen du câble depuis 1972, dans les régions de Montréal, Québec, Sherbrooke et Hull, Radio-Québec commence à diffuser sa programmation sur antenne UHF, à compter du 19 janvier 1975, via le canal 17 à Montréal et le canal 15 à Québec. Par la suite, son plan triennal de développement prévoit l'implantation d'antennes régionales dans d'autres régions du Québec au rythme de deux par année jusqu'en 1977. Le réseau en voie

d'implantation prévoit techniquement la possibilité de communications bi-directionnelles.

Pourquoi cette instrumentation, pourquoi un tel réseau où, à terme, tous les points qui y seront rattachés pourront à la fois recevoir et émettre ? Quels sont les objectifs poursuivis, qui, bien sûr, ne deviendront complètement accessibles qu'au fur et à mesure que les ressources financières et humaines permettront de le faire ?

Une programmation en situation

La politique de Radio-Québec peut d'abord être décrite généralement : préparer et diffuser « une programmation en situation », c'est-à-dire une programmation qui se constitue à partir de besoins identifiés et exprimés, appartenant à la réalité socio-culturelle la plus concrète, mais aussi une programmation qui se reconnaît la responsabilité d'un « travail » avec les auditoires qu'elle met en présence. Quel est le sens de ce « travail » ?

La programmation doit permettre aux Québécois de dire et de reconnaître la variété des situations qu'ils vivent, de repérer leurs solidarités tout autant que leurs problèmes. Elle doit aussi soumettre des références, des analyses, des débats pour que les participants et les auditoires puissent donner un sens aux changements qui les affectent. Surtout : elle doit viser à la fois l'examen et le dévoilement d'alternatives, en tous domaines, aux formes actuelles de la vie sociale et culturelle, de solutions possibles aux problèmes que les Québécois vivent dans leur ensemble, *ou que certains d'entre eux vivent dans la particularité de leur région, de leur métier, de leur situation sociale.*

On a souvent donné à la télévision le mandat d'être le reflet de la société où elle habite. Cet objectif est capital. Ce qui est suggéré ici, c'est que la télévision aille au-delà de ce reflet et vise un traitement des réalités ambiantes qui soit prospectif, qui interroge aujourd'hui en fonction des possibilités de demain. Sans jouer sur les mots, une télévision « autre », « nouvelle » est possible si elle s'intéresse à ces groupes, à ces lieux, à ces moments de la vie sociale et culturelle qui manifestent une recherche d'alternatives. Si l'on veut : la télévision prospective ne pourra que continuer de projeter un reflet de la société où elle est, mais elle le fera en interrogeant spécialement ces lieux, phénomènes et milieux susceptibles de renouvellements.

Cette perspective de travail est éducative dans la mesure où elle ne vise pas à imposer des arbitrages culturels, ni des options politiques, mais à faire état de choix possibles, à partir de l'exposition de la variété des situations vécues par des auditoires, de recherches pour comprendre ces situations et pour éventuellement en dégager des formes nouvelles de développement.

Une certaine lecture du changement

Les phénomènes sur lesquels la programmation insiste déjà et sur lesquels elle doit continuer d'insister pour être éducative dans la perspective générale retenue ici, sont en quelque sorte identifiés par son souci d'habiter une situation sociale concrète : doivent retenir son attention ces lieux sociaux et culturels où des problèmes existent qui appellent des solutions, où des changements rapides imposent de nouvelles lectures de la réalité, où des expériences de vie spéciales suscitent des innovations, où des prises en charge témoignent déjà de projets de développement à identifier et à reconnaître. Par exemple ?

Par exemple, ces problèmes qui sont la vie quotidienne et qui sont reliés à la santé, à l'alimentation, au logement, au crédit, à la consommation, au travail, à la vie de quartier. Encore : la situation de groupes ou catégories de la population qui vivent des expériences de marginalité : minorités ethniques, malades, *drop out*, gens de régions isolées. Marginaux qui témoignent d'archaïsmes persistant dans nos sociétés, ou de renouvellements qui émergent confusément. Encore : les phénomènes qui font l'objet de controverse. Encore : les politiques de développement élaborées par le gouvernement et les expériences de développement « essayées » dans différents domaines (éducation, communication, main-d'œuvre, aménagement urbain, développement économique régional, etc.). Aussi, les phénomènes qui entourent les changements techno-économiques et leurs conséquences pour ceux qui ont à les vivre : conséquences des fermetures d'usine, de villages, mouvements migratoires, etc.).

Autant de points d'impact transportés par la vie sociale elle-même, auxquels se rattachent des problèmes tout autant que des projets de développement et auxquels le reflet « actif » que la télévision veut produire peut se rattacher, pour augmenter la qualité de la conscience de ce qui

se passe mais aussi de ce qui pourrait se passer. Autant de points d'impact où se rencontrent des idéologies en conflit, des intérêts divergents, des langages différents, des cultures différentes. C'est en ces points d'impact que se greffent de possibles renouvellements. S'il est une ligne de recherche pour bâtir une télévision « autre », une télévision « nouvelle » comme plusieurs le souhaitent, c'est bien celle qui consiste à se centrer sur ce type de points d'impact, de points chauds autour desquels se retrouvent les problèmes tout autant que les projets, et autour desquels sont susceptibles de prendre forme des alternatives aux formes actuelles de vie. C'est pour cela qu'il y a intérêt à ce que la politique générale de programmation retienne comme un de ses centres d'intérêts majeurs le type d'approche que nous avons voulu énoncer par quelques exemples.

La poursuite de ces objectifs appelle des mécanismes permettant d'associer des représentants de l'auditoire à l'identification de leurs besoins éducatifs. Elle appelle également des mécanismes d'évaluation très précis des résultats de la diffusion de cette programmation. Elle appelle encore des mécanismes capables de donner accès à l'antenne à ceux, groupes ou individus, qui souhaiteraient y exprimer leurs vues et leurs situations. C'est dans ce contexte que se situe la question de la régionalisation des installations de Radio-Québec.

Le plan triennal de développement de Radio-Québec (1974-77) prévoit l'implantation d'antennes régionales et par ce biais la constitution d'un réseau permettant des communications allant dans les deux sens, entre les points qu'il reliera. À travers cette perspective générale, Radio-Québec manifestait une ouverture à l'examen de formes de régionalisation et de décentralisation de la production. Cette préoccupation, déjà présente dans le premier plan triennal, ne pouvait que s'affirmer sous l'impact de mouvements favorables à la décentralisation, dans le domaine de l'éducation, par exemple, où ils sont très nets, et à la mesure même de la volonté de Radio-Québec de proposer une « autre » télévision. En ce sens, l'ORTQ ne peut que bien accueillir toute contribution à la définition de formes de régionalisation.

De fait, le Québec est un ensemble de régions et pour plusieurs d'entre elles, la dynamique de leur développement a été négligée et sacrifiée par les mécanismes de centralisation politique, économique, culturelle.

S'il veut spécifier sa contribution à côté d'autres réseaux de télévision et dans la perspective de développer une télévision nouvelle, Radio-Québec ne peut que retenir comme une piste importante l'idée d'organiser un réseau qui, à terme, proposera une programmation respectant la variété régionale, et faisant place à une intervention structurée de groupes régionaux dans cette programmation. En effet, concevant ainsi sa programmation, Radio-Québec donne occasion d'expression à des préoccupations qui sont loin d'être entendues dans l'économie actuelle

de l'organisation des médias et de ce fait même propose de la réalité un reflet qui, sous cette dimension aussi, sera « autre » que celui auquel nous sommes habitués.

Il faut voir comme très heureux que Radio-Québec puisse, même brièvement, parler de ces projets dans *Prospectives*. La convergence entre les préoccupations énoncées ici et celles de la revue est en elle-même une invitation à poursuivre le débat ●